

MOUVEMENT POUR
LA RENAISSANCE
DU CAMEROUN



CAMEROON
RENAISSANCE
MOVEMENT

AUTORISATION MINATD N°000221 DU 25 JUILLET 2008/ LETTRE MINATD N°0002249/LMINATD/DAP/SDE/STP DU 02 AOÛT 2012

DECLARATION RELATIVE AUX MULTIPLES ENTRAVES AUX INSCRIPTIONS DES CAMEROUNAIS SUR LES LISTES ELECTORALES PAR ELECAM.

Depuis plusieurs mois, nous observons une mobilisation sans précédent des Camerounais à s'inscrire sur les listes électorales. C'est la preuve, s'il en était besoin, que le peuple Camerounais a pris conscience de son rôle irremplaçable et donc décisif dans le façonnement du destin de notre pays et est désormais prêt à assumer pleinement ses responsabilités devant l'Histoire.

Je salue cette grande mobilisation, enthousiaste et déterminée. Je félicite tous les nombreux bénévoles qui parcourent les villages, les marchés et les quartiers pour sensibiliser leurs compatriotes et les faire inscrire sur les listes électorales. J'exalte l'implication remarquable des hommes et des femmes de culture et des médias, des plus anciens aux plus jeunes. Leurs descentes sur les sites d'inscriptions, leurs inscriptions personnelles, leurs messages d'encouragements sur les réseaux sociaux constituent pour chacun d'eux un engagement citoyen salutaire, mais aussi un catalyseur pour une mobilisation massive lors des prochaines échéances électorales.

Le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) a pour credo, depuis sa création en 2012 : le CHANGEMENT DANS LA PAIX ET PAR LES URNES. Nous avons opté pour la paix convaincus que rien de grand et de durable ne peut se construire dans la guerre. Chaque régime apporte au pays ce qu'il peut. Le pouvoir sortant doit laisser le prochain régime apporter à notre pays ce qu'il pourra, et ce, dans la paix. C'est l'amour profond que nous avons pour le Cameroun, notre patrie commune, qui nous ancre dans cette conception du changement de pouvoir et de régime. Le changement par les urnes traduit notre choix de l'élection comme seul mode viable de dévolution du pouvoir politique dans un contexte de fonctionnement des institutions de la République. Parce que nous faisons la politique pour le peuple Camerounais, lui seul, à travers des élections justes, libres et transparentes, doit désigner ceux qui exercent le pouvoir en son nom.

La mobilisation des Camerounais à s'inscrire sur les listes électorales constitue une étape décisive pour la réalisation de notre option fondamentale du Changement dans la paix et par les urnes au Cameroun. On avait cru que, comme les autres acteurs du système électoral, ELECAM, qui est à la peine en la matière depuis une décennie, accueillait comme une bonne nouvelle cet engouement des Camerounais à s'inscrire sur les listes électorales, et leur désir de participer enfin de manière significative aux élections ; toutes choses qui crédibilisent le système électoral camerounais et assoient la légitimité des institutions politiques de notre pays. C'est ainsi que nous avons compris et salué la disponibilité des équipes d'ELECAM qui travaillaient déjà les samedis et les dimanches, et qui ces derniers temps se sont déployées sur le terrain les jours ouvrables parfois jusqu'aux environs de 18h.

Cependant, depuis quelques jours, nous avons appris par plusieurs équipes sur le terrain que les responsables locaux d'ELECAM, en application des instructions du Directeur Général d'ELECAM, Monsieur Eric ESSOUSSE, s'opposent désormais aux inscriptions des Camerounais sur les listes électorales les samedis et les dimanches, et après 15h30 les jours ouvrables. Alors qu'on croyait à une blague de mauvais goût, nos équipes sur le terrain nous ont confirmé les jours suivants que cette instruction était effectivement appliquée depuis le week-end du samedi 20 et dimanche 21 avril 2024, et le lundi 22 avril s'agissant des jours ouvrables. Je dénonce, avec vigueur, ce énième acte de forfaiture d'ELECAM. Bien plus, selon les informations données par les médias, des responsables d'ELECAM et de la Police de la Région de l'Ouest sont impliqués dans un réseau criminel d'organisation de fraude préélectorale à Massangam par l'établissement clandestin des CNI et les inscriptions sur les listes électorales d'ELECAM. De tels crimes ne sauraient restés impunis : non seulement les personnes concernées doivent être révoquées immédiatement, elles doivent être traduites en justice et punies sévèrement conformément à la loi. Faire preuve de son indifférence habituelle reviendrait pour le gouvernement à assumer directement et entièrement la responsabilité de ces actes ignobles qui ruinent le moindre crédit que l'on pourrait encore avoir dans les institutions publiques. Les responsables de cette institution, à quelques niveaux que ce soit, doivent mesurer, dès à présent, les conséquences désastreuses de leur mauvais jeu et autres pratiques antidémocratiques sur la paix sociale. Ils doivent être bien conscients qu'ils auront à assumer pleinement le moment venu leurs responsabilités individuelles devant le Peuple Camerounais. Face à la souffrance d'un peuple meurtri, abandonné par les dirigeants actuels, croupissant dans un chômage massif, dépourvu de ressources pour se nourrir de façon acceptable ou pour se soigner en cas de maladie, privé d'eau et d'électricité, on ne saurait pousser l'arrogance au point de lui enlever la seule lueur d'espoir qui lui reste, à savoir le droit de voter, de choisir les dirigeants qu'il entend se donner pour régler ses problèmes vitaux.

Il y a eu : le refus de publier la liste électorale nationale conformément à la loi électorale ; les entraves aux inscriptions sur les listes électorales pour des raisons douteuses d'indisponibilité des kits ; la preuve qu'ELECAM travaille activement à faire stagner le fichier électoral avec un nombre d'inscrits qui a reculé entre 2011 et 2023 malgré les campagnes d'inscriptions menées durant cette période. Voici qu'à travers son Directeur Général, ELECAM s'oppose ouvertement à l'inscription des Camerounais sur les listes électorales. Il se fait ainsi ouvertement un agent actif de la fraude préélectorale. Que tous ceux qui doutaient encore de la partialité d'ELECAM, ou qui feignaient de ne pas voir, constatent que cette institution et ses dirigeants actuels travaillent à faire disparaître la démocratie dans notre pays.

Je demande au peuple Camerounais de rester mobilisé pour le **CHANGEMENT DANS LA PAIX ET PAR LES URNES**.

Nous nous rapprochons des échéances cruciales pour le destin du Cameroun et la fraude préélectorale bat son plein. Les grandes manœuvres ont déjà commencé. Mais rien ni personne ne peut venir à bout de la grande vague de mobilisation inédite qui nous vient du pays profond, des grandes villes et des campagnes.

Dans les semaines et les mois qui viennent, vous verrez les forces du changement et de la renaissance nationale se déployer afin de permettre au peuple Camerounais de choisir librement ses dirigeants au cours des élections législatives et municipales et l'élection présidentielle à venir. Vous verrez aussi les forces du statu quo politique et de la régression du Cameroun, qui travaillent ouvertement ou discrètement pour le régime en place, essayer de vous détourner de la lutte alors que le peuple camerounais n'a jamais été aussi près de prendre le contrôle de son destin. Je compte sur vous pour ne pas vous laisser avoir par ceux qui veulent vous décourager en vous racontant qu'un changement par les élections est impossible au Cameroun. Chacun d'entre nous, en tant qu'électeur sera comptable de l'avenir du Cameroun dès 2025 : par son vote il aura contribué à son effondrement ou à son redressement.

Fait à Yaoundé, le 26 avril 2024

Le Président National,

Maurice KAMTO